

Acte rendu exécutoire après :

- **transmission en Préfecture le : /**
- **publication le : 27 MARS 2024**

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Début : 14h30 / Fin : 16h20
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	08 mars 2024
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	08 mars 2024
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	6	Myriam PARIS – Franck FAVRE – Gérard HUG – Claude BRENDER – Jean-Laurent KISTLER – Hervé KRIEGER
Présents en visio-conférence	5	Éric STRAUMANN – Lucien MULLER – Odile UHLRICH-MALLET – Christelle LEHRY – Nicolas BRUTIN
Procurations	2	Franck FAVRE, procuration de Céline KERN-BORNI Jean-Laurent KISTLER, procuration de Lionel ROUILLON
Absents non représentés	3	Bertrand BURGER – Christian ZIMMERMANN – Yann QUIQUANDON

PATRIMOINE – ACTES DE TRANSFERT ET PERIMETRE DE LA DELEGATION

Patrimoine du SMO

À l'occasion de ce point et à l'appui d'une cartographie, le Président fait état de l'avancement des démarches visant le transfert du patrimoine de l'ancien Établissement Public du Port Rhénan et de Voies Navigables de France (VNF) vers le Syndicat.

Il rappelle que par acte notarié en date du 11 septembre 2023, le Syndicat s'est vu transféré les parcelles qui appartenaient initialement à l'ancien Établissement Public dissous au 1^{er} janvier 2022. La transcription au livre foncier a été réalisée.

Un second acte de transfert de propriété a été établi le 22 janvier 2024. Il concerne les propriétés de VNF transférées au Syndicat. Il doit encore faire l'objet d'une transcription au livre foncier.

Actuellement, le patrimoine du Syndicat en provenance de ces deux établissements se compose ainsi d'environ 428 ha englobant le port historique, la voie de fret ferroviaire à partir de l'ancienne gare de Volgelsheim, le foncier économique de la zone EcoRhena, les massifs forestiers de Heiteren et de Balgau ainsi qu'un ensemble de parcelles agricoles.

Périmètre de la délégation

Le périmètre de la Délégation de Service Public (DSP) portuaire couvre une partie de ce patrimoine (environ 13 ha dans le port historique, toute l'emprise de la voie de fret ferroviaire et plus de 25 ha dans la zone EcoRhena).

Il s'avère que certaines parcelles réputées incluses dans le périmètre de la DSP sont aujourd'hui exploitées par EDF dans le cadre de concessions hydrauliques sur le domaine public fluvial. Ces parcelles ont donc également vocation à être utilisées dans le cadre de l'exécution de la DSP. Elles seront le siège d'une double affectation car exploitées à la fois dans le cadre de concessions hydrauliques par EDF et dans le cadre de la concession portuaire par la SEMOP.

Cette situation doit donner lieu à la signature d'une convention de superposition d'affectation (CSA) entre EDF, l'État et le Syndicat voire la SEMOP. Le Syndicat s'appuiera sur une expertise juridique pour la rédaction de cette convention et l'identification des signataires.

Il s'avère qu'EDF dispose en bien propre de 6 parcelles dans le port historique pour le passage sous-terrain de la fibre optique. Ces parcelles ont pleinement vocation à être utilisées également dans la cadre de l'exécution de la DSP portuaire. La solution consisterait à organiser le rachat de ces parcelles par le Syndicat tout en prévoyant l'inscription d'une servitude sur celles-ci au profit d'EDF afin de conserver la liaison souterraine existante. Cette démarche va être entreprise par le Syndicat.

Constitution de droits réels pour le délégataire

Pour rappel, le contrat de DSP prévoit l'inscription de droits réels pour le compte de la SEMOP sur l'intégralité du périmètre de la délégation.

Or les parcelles du domaine public fluvial exploitées par EDF dans le périmètre de la délégation portuaire ne peuvent faire l'objet de droits réels au profit de la SEMOP dans la mesure où les concessions hydrauliques en cause arriveront bientôt à leur terme et qu'il est expressément prévu qu'à cette échéance, elles devront être restituées vierges de tout droit à l'État (article 37 du décret du 30 juin 1962 concédant à EDF l'aménagement et l'exploitation de la chute de Vogelgrun).

Cet état de fait nécessitera la mise en œuvre d'un avenant au contrat de DSP. Le Syndicat s'appuiera sur une expertise juridique pour la rédaction de cet avenant.

Il appartient au titulaire des droits, ici la SEMOP, de se rapprocher du livre foncier de Colmar pour faire enregistrer ces droits qu'elle tire de la DSP. En cascade, une hypothèque pourra valablement être mise en place au profit des établissements de banques prêteurs de la SEMOP.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance,

PREND ACTE des informations présentées par le Président.

Pour extrait conforme

Le Président,
Gérard HUG

